



Arrêt

n° 155 126 du 22 octobre 2015
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 15 octobre 2015 par X, qui déclare être de nationalité turque, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 9 octobre 2015.

Vu les articles 39/77/1 et 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 19 octobre 2015 convoquant les parties à l'audience du 22 octobre 2015.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me A. HAEGEMAN loco Me J. KEULEN, avocat, et C. AMELOOT, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus de prise en considération d'une demande multiple, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après « le Commissaire général »), qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

De nationalité turque et d'origine ethnique kurde, vous êtes arrivé en Belgique le 23 avril 2005 et avez introduit une première demande d'asile le 24 mai 2005. A l'appui de celle-ci, vous avez invoqué des craintes car vous apportiez de l'aide en nourriture à la guérilla dans les montagnes de la région de Yesili et parce que vous avez refusé d'effectuer votre service militaire. A l'issue de l'examen de votre première demande d'asile, le Commissariat général a pris en date du 22 août 2005 une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié. Il a considéré que vos déclarations étaient insuffisantes et contradictoires que pour tenir votre récit pour établi.

Vous avez introduit un recours contre cette décision auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés en date du 01 septembre 2005 laquelle vous a notifié en date du 15 décembre 2006 une décision de refus.

Au début de l'année 2015, vous vous êtes rendu en Allemagne pour assister à un mariage, puis vous êtes revenu en Belgique.

Le 14 septembre 2015, vous avez fait l'objet d'un contrôle administratif pour travail illégal. Vous avez été placé en centre fermé en vue d'un rapatriement prévu le 23 septembre 2015.

Le 21 septembre 2015, vous avez introduit une deuxième demande d'asile. A l'appui de celle-ci, vous avez déclaré éprouver la crainte d'être tué en raison de la situation générale qui prévaut pour les kurdes dans votre région d'origine. Vous déclarez à l'appui de votre demande d'asile que votre famille ne sort plus de son domicile en raison de la tension qui règne sur place. Vous craignez également les autorités de votre pays qui vous reprochent de ne pas avoir fait votre service militaire et d'avoir des activités dans une association culturelle kurde en Belgique.

Le Commissariat général a décidé de vous entendre au cours d'une audition préliminaire.

Après l'audition vous avez présenté les noms et dates de naissance de deux personnes dont vous dites qu'ils sont membres de votre famille et qui ont obtenu le statut de réfugié en Belgique.

B. Motivation

Après examen de toutes les pièces de votre dossier administratif, force est de constater que votre demande d'asile ne peut être prise en considération.

Conformément à l'article 57/6/2, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ne prend pas en considération la demande d'asile.

En l'occurrence, force est de constater que cette crainte s'appuie en partie sur des motifs que vous avez déjà exposés à l'occasion de votre première demande d'asile.

Il convient tout d'abord de rappeler que le Commissariat général avait pris à l'égard de cette demande une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire car la crédibilité en avait été remise en cause sur des points essentiels et les faits et motifs d'asile allégués par vous n'avaient pas été considérés comme établis. Ainsi, le Commissariat général avait relevé des contradictions dans vos déclarations relatives à vos activités en Turquie et votre connaissance de la guérilla, les motifs de conscience que vous avanciez à l'appui de votre refus de faire votre service militaire avaient été jugés insuffisants et en contradiction avec nos informations objectives ; enfin vous aviez pu quitter la Turquie, y revenir, vivre et travailler à Istanbul pendant trois ans avant de venir en Belgique, sans rencontrer de problèmes avec les autorités.

Votre recours auprès de la Commission permanente des réfugiés a été refusée le 28 novembre 2006. Vous n'avez pas introduit de recours auprès du Conseil d'Etat.

Vu qu'il ne reste plus aucune voie de recours dans le cadre de votre demande précédente, l'évaluation des faits effectuée dans ce cadre est définitivement établie, sauf à constater l'existence, en ce qui vous concerne, d'un élément nouveau au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers qui augmente au moins de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à un statut de protection internationale.

Or, en l'espèce, aucun nouvel élément de cette nature n'est présent dans votre dossier.

Premièrement, vous déclarez à l'appui de votre demande d'asile que votre famille ne sort plus de son domicile en raison des tensions qui règnent dans la région (voir rubrique 5.1 du formulaire demande multiple, joint à votre dossier administratif). Invité à préciser ces problèmes, vous expliquez que les

kurdes « qui mènent des activités » (vos mots) sont traités différemment des autres citoyens turcs et qu'il y a de nombreux contrôles dans la région à cause des événements qui s'y déroulent, à savoir des affrontements entre turcs et kurdes et des manifestations avec violences (voir audition du 30/09/2015, pp.9, 10). Toutefois relevons que les contrôles organisés par les autorités touchent tous les habitants de la région et si vos parents se sont vus occasionnellement demander leur carte d'identité par les autorités, vous ne mentionnez pas de problème spécifique pour eux à cet égard (voir rapport d'audition du 30/09/2015, pp.10, 11).

Ensuite, vous avez déclaré lors de l'introduction de votre demande d'asile : « nous sommes attachés au HDP » (voir rubrique n°2.1 du Formulaire demande multiple, joint à votre dossier administratif). Toutefois, invité à préciser les activités de votre famille, vous dites que votre père a pris part aux activités d'une association culturelle kurde locale et que votre mère et vos frères ont participé à des manifestations, mais ils ont mis fin à ces activités depuis le début de l'année (voir audition du 30/09/2015, p.10). A aucun moment, vous ne mentionnez de lien avec le HDP et quand il vous est demandé si votre famille a un lien avec le PKK, vous répondez par la négative et vous précisez que vous « êtes des kurdes normaux » (vos mots, voir audition du 30/09/2015, p.10).

De plus, le Commissariat général relève que votre famille possède des jardins et des vignobles dont vous dites qu'elle ne souhaite pas les laisser pour venir en Europe, que l'un de vos frères étudie au lycée et l'autre travaille dans un magasin, après avoir effectué un voyage en Europe (voir audition du 30/09/2015, pp.8, 9) et vous ne mentionnez aucun problème pour aucun d'entre eux.

Enfin, vous expliquez que certains membres de votre famille ont obtenu le statut de réfugié en Belgique (voir audition du 30/09/2015, p.3). Toutefois, vous n'établissez pas de lien entre les problèmes de ces personnes et les motifs à la base de votre demande d'asile, puisque vous ignorez pour quelle raison ils ont demandé l'asile, vous dites que vous « vous ne savez pas ce qu'ils ont raconté ici » (vos mots, voir audition du 30/29/2015, pp.3, 10). Si vous évoquez le fait que l'un d'eux a eu un problème de service militaire, vous n'en savez pas plus, vous ignorez les motifs à la base de sa demande d'asile (voir audition du 30/09/2015, p.10).

Après l'audition, vous avez envoyé au Commissariat général une note manuscrite comportant les dates de naissance de deux des personnes citées en audition (voir audition du 30/09/2015, p.3 et voir document n°1 dans la farde Inventaire, jointe à votre dossier administratif). Toutefois cet élément ne permet pas d'établir à lui seul un lien entre les problèmes que vous invoquez et les personnes mentionnées.

Deuxièmement, vous déclarez que vous êtes toujours insoumis et que vous risquez d'être arrêté pour cette raison lors d'un contrôle (voir audition du 30/09/2015, p.9). Notons que cet élément a déjà fait l'objet d'une analyse lors de votre première demande d'asile et que les instances d'asile n'avaient pas conclu en l'existence avérée de crainte de persécution à cet égard. Vous avez déclaré en audition que vous étiez en mesure de présenter un document à l'appui de vos craintes (voir audition du 30/09/2015, p.4). Bien que cette preuve vous ait été explicitement demandée (voir audition du 30/09/2015, p.13), et malgré le délai écoulé, aucun document n'a été déposé en ce sens. Dès lors, le Commissariat général estime qu'il n'existe aucun élément nouveau en regard de votre situation d'insoumis telle qu'elle a été analysée lors de votre première demande d'asile.

Ensuite, vous n'avez pas établi la réalité d'une crainte de persécution vis-à-vis des autorités de votre pays. En effet, vous avez demandé un passeport auprès des autorités turques en 2012, et que vous avez obtenu ce document (voir copie de ce document, dans la farde Information des pays, jointe à votre dossier administratif). Vous ne mentionnez aucun problème à cette occasion (voir audition du 30/09/2015, pp.11, 12). Si vous affirmez que vous n'auriez pas pu obtenir ce document sans l'aide d'un ami, vous n'avez pas établi la réalité de cette affirmation. En effet, il ressort de vos déclarations que des membres du consulat se sont eux-mêmes déplacé dans votre mosquée afin d'aider les personnes qui avaient des problèmes comme le vôtre. Ensuite, vous vous êtes rendu personnellement au guichet du consulat à Bruxelles et vous affirmez que votre ami n'avait aucun lien avec le consulat (voir audition du 30/09/2015, pp.11, 12).

Vous n'avez donc pas établi la crédibilité d'une crainte de persécution en raison de votre insoumission.

Troisièmement vous déclarez en cas de retour craindre les autorités de votre pays en raison de vos activités en Belgique. Cependant, vous n'avez pas établi dans votre chef la réalité d'un profil politique qui ferait de vous la cible des autorités.

D'abord, vous avez participé à une grève de la faim en 2013. Vous précisez que c'était une action collective de personnes à qui l'on n'accordait pas de droit de séjour sur le territoire belge, vous se savez pas qui organisait cette grève de la faim (voir audition du 30/09/2015, p.5).

Ensuite, vous fréquentez occasionnellement un centre culturel kurde de votre ville. Vous n'y occupez aucune fonction particulière, vous vous limitez à participer à des activités culturelles telles que le 1er mai ou le Newroz et à des manifestations concernant les événements en Turquie (voir audition du 30/09/2015, pp.6, 7). Vous précisez que vous n'y allez pas très souvent en raison de votre travail (voir audition du 30/09/2015, p.7). Enfin, vous n'apportez aucun élément permettant d'établir que les autorités pourraient être au courant de vos activités (voir audition du 30/09/2015, p.7).

Notons encore qu'il ressort d'une analyse approfondie de la situation actuelle en matière de sécurité en Turquie (voir copies jointes au dossier administratif) qu'en juillet 2015, la reprise du conflit entre le PKK et les autorités turques a mis un terme au cessez-le-feu en vigueur depuis 2013 et a interrompu le processus de paix entre les deux parties susmentionnées.

Les affrontements armés entre le PKK et les autorités turques se déroulent dans les régions montagneuses de l'est et du sud-est de la Turquie. Il n'y a pas d'affrontements directs entre les autorités turques et le PKK en zone urbaine, que ce soit dans le sud-est ou dans le reste du pays. Notons néanmoins que des affrontements ont eu lieu dans certaines villes du sud-est entre les forces de sécurité turques et des jeunes sympathisants du PKK ou des membres de l'YDG-H. En outre, le PKK commet occasionnellement des attentats dans les villes contre des cibles étatiques. Malgré que le PKK et les autorités turques se prennent mutuellement pour cible, des victimes civiles collatérales sont parfois à déplorer à l'occasion de ces affrontements. L'instauration des zones de sécurité dans quinze provinces de l'est et du sud-est de la Turquie a un impact sur la vie des civils. En effet, ceux-ci restreignent leurs déplacements et leurs activités. La mise en place de couvre-feux a aussi une influence sur les civils du sud-est de la Turquie.

Le conflit en Syrie voisine a également un impact sur les conditions actuelles de sécurité. Cependant, la situation militaire à la frontière entre la Turquie et la Syrie est restée généralement calme, mais tendue.

Par conséquent, l'ensemble des événements précités ne sont pas suffisants pour pouvoir conclure qu'il existe actuellement en Turquie un risque réel de menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle à l'occasion d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers (voir COI Focus Turquie, Situation sécuritaire et COI Focus, Turquie, Situation sécuritaire, les événements de juillet et août 2015, dans la farde Information des pays, jointe à votre dossier administratif).

En conclusion de tout ce qui précède, vous n'avez pas apporté d'élément qui augmenterait de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

En l'absence de nouveaux éléments qui augmentent de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, conformément à l'article 57/6/2, alinéa premier de la loi du 15 décembre 1980, le Commissaire général doit estimer d'une manière motivée qu'une décision de retour n'entraînera pas un refoulement direct ou indirect.

Le Commissariat général remarque à cet égard que, dans le cadre de sa compétence attribuée sur la base de la loi du 15 décembre 1980, il se prononce exclusivement sur la reconnaissance de la qualité de réfugié ou sur l'attribution du statut de protection subsidiaire. Lors de l'examen de la question de savoir si une mesure d'éloignement vers votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement, la compétence du Commissariat général se limite dès lors à un examen des éléments en rapport avec les critères fixés dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. De l'ensemble des constatations qui précèdent, aucun nouvel élément n'apparaît, ni n'est déposé par vous, qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4.

Compte tenu de tous les faits pertinents liés à votre pays d'origine, à toutes les déclarations que vous avez faites et aux pièces que vous avez produites, force est de conclure qu'il n'existe actuellement aucun élément qui indique qu'une décision de retour dans votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement.

En ce qui concerne les éléments éventuels qui sont sans rapport avec les critères fixés par les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980, le Commissariat général attire votre attention sur le fait que l'Office des étrangers a constaté à ce sujet que "il peut être vérifié que ces procédures de séjour ont toutes été rejetées et qu'il n'y a pas eu de violation de l'article 3 CEDH" (cf. Motivation de non refoulement du 22 septembre 2015).

Par conséquent, il convient de conclure qu'il n'existe pas d'élément dont il peut ressortir qu'une mesure d'éloignement vers votre pays d'origine constitue une violation du principe de non-refoulement.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que votre demande d'asile ne peut être prise en considération au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours non suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa 2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision conformément à l'article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de cette même loi. Ceci vu que vous vous trouvez, au moment de cette notification, dans un lieu déterminé visé aux articles 74/8 et 74/9 ou êtes mis à la disposition du gouvernement.» 2. Les faits invoqués

2. Les rétroactes

Dans la présente affaire, le requérant, qui se déclare de nationalité turque et d'origine kurde, a introduit une première demande d'asile le 24 mai 2005, qui a fait l'objet d'une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié, prise le 22 août 2005 par le Commissaire général ; il a introduit à l'encontre de cette décision un recours auprès de la Commission permanente de recours des réfugiés, laquelle a rendu une décision de refus en date du 15 décembre 2006.

Le 14 septembre 2015, suite à un contrôle administratif et alors que le requérant n'est pas retourné dans son pays suite à la clôture de sa demande d'asile, le requérant a été privé de sa liberté en vue de son éloignement du territoire, lequel était prévu en date du 23 septembre 2015.

Le 21 septembre 2015, soit deux jours avant la date prévue de son rapatriement, le requérant a introduit une deuxième demande d'asile qui a fait l'objet d'une décision de refus de prise en considération adoptée le 9 octobre 2015 par le Commissaire général ; cette décision constitue l'acte attaqué.

3. Le caractère non suspensif du recours

3.1 L'article 39/70 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 ») dispose de la manière suivante :

« Sauf accord de l'intéressé, aucune mesure d'éloignement du territoire ou de refoulement ne peut être exécutée de manière forcée à l'égard de l'étranger pendant le délai fixé pour l'introduction du recours et pendant l'examen de celui-ci.

L'alinéa 1er ne s'applique pas lorsque une décision de retour n'entraîne pas de refoulement direct ou indirect comme déterminé en application de l'article 57/6/2 et :

1° l'intéressé n'a introduit une première demande d'asile subséquente dans les quarante-huit heures avant son éloignement qu'afin de retarder ou d'empêcher l'exécution d'une décision qui entraînerait son éloignement du territoire ; ou

2° l'intéressé a introduit une nouvelle demande d'asile subséquente à la suite d'une décision finale sur une première demande subséquente. »

Conformément à l'alinéa 2 de cette disposition, le présent recours n'est pas suspensif.

3.2 Un rapport de l'Office des étrangers (dossier de la procédure, pièce 11) indique que le requérant a été rapatrié en Turquie le 14 octobre 2015.

4. L'examen du recours

4.1. Aux termes de l'article 48/3, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.* »

4.2. L'article 48/4, §1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 dispose de la manière suivante :
« *Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2.* »

4.3. Il ressort de la lecture de ces deux dispositions que le fait de se trouver hors de son pays d'origine constitue une condition préalable à l'octroi d'une protection internationale au sens de celles-ci. Ainsi, le réfugié au sens de l'article 1^{er}, section A, §2, de la Convention de Genève, et partant de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, est une personne qui « *se trouve hors du pays dont elle a la nationalité [...] ou qui, si elle n'a pas de nationalité [...] se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle* ». Ainsi encore, la protection subsidiaire est accordée à l'étranger « *à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel [...]* ». Il s'en déduit que la qualité de réfugié ne peut pas être reconnue à une personne qui ne se trouve pas « hors de son pays » et que la protection subsidiaire ne peut pas être accordée à une personne qui a déjà été rapatriée dans son pays.

4.4 Il résulte des développements qui précèdent que le requérant, dont le recours qu'il a introduit auprès de Conseil n'est pas suspensif et qui a été rapatrié dans son pays d'origine avant l'introduction de son recours devant le Conseil de céans, ne remplit plus, au moment où le Conseil examine sa demande, les conditions requises pour pouvoir se prévaloir de la qualité de réfugié ou pour bénéficier d'un statut de protection subsidiaire.

4.5 En conséquence, le recours est rejeté.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux octobre deux mille quinze par :

M. J.-F. HAYEZ,

président f.f., juge au contentieux des étrangers

Mme M. BOURLART,

greffier.

Le greffier,

Le président,

M. BOURLART

J.-F. HAYEZ